



La réforme du modèle économique cubain : Causes et perspectives (1/3)

Par [Salim Lamrani](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 23 août 2011

23 août 2011

Confrontée à des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle, à la crise financière globale et à un problème récurrent de productivité, Cuba se trouve dans l'obligation de réformer en profondeur son système socio-économique afin de préserver ses acquis sociaux et son mode de vie. Si les facteurs externes expliquent en partie les difficultés auxquelles se trouve confrontée la société cubaine, il est impossible d'en éluder les responsabilités internes. Comme l'a souligné le président cubain Raúl Castro lors du IXe Congrès de l'Union des Jeunes Communistes le 4 avril 2010, « la bataille économique constitue aujourd'hui, plus que jamais, la tâche principale [...] des cadres car d'elle dépend la durabilité et la préservation de notre système social[1] ». Quelques mois plus tard, le 18 décembre 2010, lors d'une intervention devant le Parlement cubain, Raúl Castro a tenu un discours plus alarmiste et a mis le gouvernement et les citoyens face à leurs responsabilités : « Soit nous rectifions [ce qui ne marche pas,] soit nous coulons après avoir trop longtemps bordé le précipice[2] ». Le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, a approuvé cette analyse et a apporté son soutien au processus d'actualisation du système économique[3]. L'alternative est claire : le modèle économique cubain doit urgemment subir des changements structurels et conceptuels profonds sous peine d'effondrement.

Les facteurs externes

Le principal obstacle au développement économique du pays reste les sanctions économiques que Washington impose de façon unilatérale à La Havane depuis juillet 1960, lesquelles affectent les catégories les plus vulnérables de la population cubaine et tous les pans de la société. Unanimement condamnées pour la 19ème fois consécutive par 187 pays en octobre 2010, lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, les sanctions économiques, en plus de bloquer tout commerce substantiel entre les deux nations (sauf certaines matières premières alimentaires depuis 2000), revêtent également un caractère rétroactif et extraterritorial. En effet, depuis l'adoption de la loi Torricelli en 1992, de la loi Helms-Burton en 1996 ainsi que des nouvelles restrictions imposées par l'administration Bush en 2004 et 2006, le commerce avec les pays tiers s'en trouve fortement affecté[4].

Ainsi, depuis 1992, toute embarcation accostant à un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois, ce qui engendre un surcoût important pour Cuba, qui dépend essentiellement du transport maritime en raison de son insularité. De la même manière, depuis 1996, tout entrepreneur étranger investissant à Cuba sur des terres nationalisées en 1959 risque de voir ses avoirs gelés aux Etats-Unis. Par ailleurs, depuis 2004, tout constructeur automobile, quelle que soit sa nationalité, doit démontrer au

Département du Trésor que ses produits ne contiennent pas un seul gramme de nickel cubain pour pouvoir les vendre sur le marché étasunien. Il en est de même pour toutes les entreprises agroalimentaires souhaitant investir le marché étasunien. Danone, par exemple, devra démontrer que ses produits ne contiennent aucune matière première cubaine. Ces mesures rétroactives et extraterritoriales privent ainsi l'économie cubaine de nombreux capitaux et les exportations cubaines de nombreux marchés à travers le monde[5].

D'un autre côté, les crises économique, financière, énergétique, alimentaire et environnementale ont eu un impact désastreux sur les pays en voie de développement en général et Cuba en particulier. L'envolée des prix des matières premières alimentaires, dont le prix a été multiplié par deux depuis 2007 et dont l'île dépend à 83%, ainsi que la baisse du cours des ressources minérales que Cuba exporte (tel que le nickel dont le cours a chuté de plus de 50%) ont déséquilibré la balance des paiements et fortement réduit les liquidités disponibles. Ainsi, entre 1997 et 2009, Cuba a subi une perte nette de plus de 10 milliards de dollars en raison de la dégradation des termes de l'échange et a vu son pouvoir d'achat se réduire de 15%. Par ailleurs, Cuba se voit interdire tout accès à des financements externes auprès du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, en raison des sanctions économiques. Les Cubains de l'étranger, des Etats-Unis en particulier, ont réduit le montant de leurs transferts d'argent vers l'île en raison de la récession économique. Les revenus du tourisme ont également chuté pour les mêmes motifs[6].

A cela s'ajoutent les catastrophes naturelles – seize cyclones au total – qui, entre 1998 et 2008, ont causé des dégâts d'un montant supérieur à 20 milliards de dollars[7]. Ainsi, l'ouragan Gustav qui a frappé les Caraïbes à la fin du mois d'août 2008 a eu un coût matériel dramatique. Les provinces de Pinar del Río, Matanzas et de l'île de Jeunesse ont offert un spectacle de ruine et de désolation. Des 25 000 logements que compte l'île de la Jeunesse, 20 000 ont été partiellement ou totalement détruits. Près de 45% des habitations de Pinar del Río, soit 102 000 logements, ont été gravement endommagées. Fidel Castro avait comparé les dégâts causés par le cyclone à « une attaque nucléaire[8] ». Pour sa part, l'ouragan Ike de septembre 2008 a détruit, entre autres, 323 000 logements, 700 000 tonnes d'aliments, une grande partie de l'infrastructure électrique et les réserves d'eau potable.[9] Par ailleurs, les précipitations irrégulières entre novembre 2008 et juin 2010 ont affectés les cultures agricoles et réduit les possibilités d'exportations de certaines matières premières alimentaires (tabac, rhum, sucre)[10].

Ces aléas ont amenés les autorités cubaines à bloquer les transferts financiers vers l'extérieur à partir de 2008 afin d'éviter une fuite des capitaux étrangers. La Havane a également été contraint de renégocier sa dette face aux difficultés de paiement. Quant à la croissance, elle a été de 2,1% pour l'année 2010[11].

À suivre :

-« Les facteurs internes » 2/3 :



[La réforme du modèle économique cubain : : Causes et perspectives 2/3](#)

- par Salim Lamrani – 2011-08-24

-« Les mesures économiques et sociales » 3/3 :



[La réforme du modèle économique cubain : Causes et perspectives \(3/3\)](#)

- par Salim Lamrani - 2011-08-26

Salim Lamrani : Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son dernier ouvrage s'intitule *Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Editions Estrella, 2011, avec un prologue de Wayne S. Smith et une préface de Paul Estrade.

Contacto: Salim.Lamrani@univ-mlv.fr ; lamranisalim@yahoo.fr

Notes

[1] Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, y Segundo Secretario del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, en la clausura del IX Congreso de la Unión de Jóvenes Comunistas », República de Cuba, 4 avril 2010. <http://www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r030410e.html> (site consulté le 26 mars 2011).

[2] Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, en la clausura del Sexto Período Ordinario de Sesiones de la Séptima Legislatura de la Asamblea Nacional del Poder Popular, en el Palacio de Convenciones, el 18 de diciembre de 2010, "Año 52 de la Revolución" », República de Cuba, 18 décembre 2010. <http://www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r181210e.html> (site consulté le 2 avril 2011).

[3] Agence France Presse, « Fidel Castro apoya cambios impulsados por su hermano Raúl », 18 novembre 2010.

[4] Salim Lamrani, *État de siège*, Paris, Éditions Estrella, 2011.

[5] Ibid.

[6] Partido Comunista de Cuba, « Resolución sobre los lineamientos de la política económica y social del partido y la Revolución », Prensa Latina 18 avril 2011. <http://www.prensa-latina.cu/Dossiers/LineamientosVICongresoPCC.pdf> (site consulté le 20 avril 2011). Voir également Andrea Rodriguez, « Alza de precio de alimentos afecta a Cuba », The Associated Press, 15 avril 2011.

[7] Ibid.

[8] Fidel Castro, « Un golpe nuclear », Granma, 3 septembre 2008 ; Ronald Suárez Rivas, « Housing, the Greatest Challenge », Granma, 2 septembre 2008.

[9] Marta Hernández, « Más de 320 000 casas dañadas », Granma, 11 septembre 2008. Orfilio Pelaez, « Pérdidas millonarias en la vivienda », Granma, 13 septembre 2008 ;

Granma, « Cuba prioriza alimentación de damnificados por huracán Gustav », 5 septembre 2008, Prensa Latina, « Cuba prosigue evaluación de daños y recuperación tras huracán Ike », 11 septembre 2008 ; Freddy Pérez Cabrera, « Recuperar todo lo relacionado con la producción de alimentos », Granma, 11 septembre 2008 ; EFE, « Los supermercados de La Habana presentan problemas de abastecimiento », 16 septembre 2008 ; Wilfredo Cancio Isla, « Perdidas 700,000 toneladas de alimentos », El Nuevo Herald, 12 septembre 2008 ; The Associated Press, « Cuba Estimates Gustav, Ike Damages at US\$5 Billion », 16 septembre 2008 ; Granma, « Información oficial de datos preliminares sobre los daños ocasionados por los huracanes Gustav e Ike », 16 septembre 2008.

[10]Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, en la clausura del Sexto Período Ordinario de Sesiones de la Séptima Legislatura de la Asamblea Nacional del Poder Popular, en el Palacio de Convenciones, el 18 de diciembre de 2010, “Año 52 de la Revolución” », op.cit.

[11] Ibid.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Salim Lamrani](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca